

CHAPITRE 5 – Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde

Comment s'organisent les relations internationales entre 1949 et le début des années 1970 ?

De 1949 au début des années 1970, le monde est marqué par deux phénomènes majeurs, obéissant à des logiques différentes : la guerre froide, confrontation globale entre l'Est et l'Ouest, et la décolonisation, qui révèle les fractures entre le Nord et le Sud.

La guerre froide entre les États-Unis et l'URSS engendre une forte bipolarisation. Deux blocs, unis militairement et politiquement, s'organisent autour des deux superpuissances. Celles-ci évitent l'affrontement direct, synonyme d'apocalypse nucléaire, et s'opposent dans des conflits indirects, par alliés interposés.

En même temps, la décolonisation permet l'indépendance de nombreux États africains et asiatiques. C'est ainsi qu'émerge le tiers-monde, regroupant les pays en voie de développement en dehors de la logique des deux blocs. Cela favorise l'affirmation de nouveaux acteurs et complique l'ordre international.

Cours 1. La guerre froide ou la division Est/Ouest du monde (p. 150-151)

De 1949 à 1975, les relations internationales se structurent autour de deux superpuissances : les États-Unis et l'URSS. Si leur affrontement direct est rendu impossible par l'arme nucléaire, elles s'opposent dans des conflits indirects et une rivalité permanente.

A - Un monde bipolaire

Deux modèles idéologiques. Les États-Unis et l'Union soviétique défendent et diffusent des valeurs opposées. D'un côté, le modèle américain, libéral, met en avant les libertés individuelles, la démocratie et le capitalisme. De l'autre, le modèle soviétique, communiste, met en avant l'égalité, la « démocratie populaire », l'économie dirigée par l'État. L'affrontement n'est donc pas seulement géopolitique, mais aussi idéologique, entre deux systèmes qui se diabolisent mutuellement. Chaque camp veut prouver sa supériorité et la compétition s'étend à tous les domaines (technologique, sportif, etc.).

Des tensions croissantes en Asie. L'arrivée de Mao Zedong au pouvoir en Chine en 1949 fait craindre aux Occidentaux un basculement de l'Asie dans le communisme. Les États-Unis lancent une intervention militaire avec leurs alliés au secours de la Corée du Sud, quand celle-ci est envahie en 1950 par la Corée du Nord communiste. L'URSS fournit des armes et la Chine des troupes à la Corée du Nord. Les combats s'arrêtent en 1953, aucun camp ne parvenant à s'imposer clairement, et la péninsule reste divisée en deux États. La guerre de Corée a fait plus de deux millions de morts (militaires et civils).

Le face-à-face en Europe. Ces tensions accélèrent l'organisation d'un bloc politique et militaire autour de chaque superpuissance dans une Europe coupée en deux par le « Rideau de fer ». L'Allemagne est divisée en deux États en 1949 : la RFA (République fédérale allemande) ou « Allemagne de l'Ouest » et la RDA (République démocratique allemande) ou « Allemagne de l'Est ». L'alliance atlantique entre les États-Unis et leurs alliés européens se dote d'une organisation militaire en 1950 : l'OTAN. L'URSS réplique en créant le pacte de Varsovie en 1955.

B - Un affrontement direct impossible

L'équilibre de la terreur. L'URSS acquiert l'arme atomique en 1949, ce qui oblige les deux superpuissances à définir une stratégie de dissuasion nucléaire. La guerre entre elles devient impossible, car elle conduirait à l'apocalypse nucléaire. La course aux armements vise à maintenir un niveau de dissuasion crédible face à l'autre. L'émergence d'autres puissances nucléaires (Royaume-Uni, France, Chine) vient cependant compliquer la donne.

Entre *statu quo* et crises récurrentes. La mort de Staline en 1953 et la politique de déstalinisation menée par son successeur, Nikita Khrouchtchev, permettent un apaisement relatif des tensions entre les deux Grands. On parle alors de « coexistence pacifique » et la compétition se déplace dans les domaines sportif et technologique.

L'espace devient un nouvel enjeu de la rivalité entre l'URSS, qui réalise un premier vol habité en 1961, et les États-Unis, qui envoient le premier homme sur la Lune en 1969. Mais cette désescalade des tensions n'empêche pas l'éclatement de crises majeures. En 1961, l'URSS et la RDA construisent à Berlin un mur pour empêcher l'émigration des Allemands de l'Est à Berlin-Ouest.

La tension est maximale en 1962 avec la crise des missiles à Cuba, où J.F. Kennedy et N. Khrouchtchev évitent de peu la guerre nucléaire.

POINT DE PASSAGE 1962 : la crise des missiles de Cuba p. 154

La Détente. Cela pousse les deux « Grands » à une nouvelle désescalade : un « téléphone rouge » permet désormais la communication directe entre la Maison-Blanche et le Kremlin. Les dirigeants américains et soviétiques prennent l'habitude de se rencontrer lors de « sommets », notamment pour limiter la course aux armements. Dans cette période qualifiée de « Détente », les deux camps continuent cependant de s'affronter indirectement. À partir de 1964, au Vietnam, les États-Unis engagent massivement leurs troupes pour lutter contre le régime communiste installé au nord.

POINT DE PASSAGE Les guerres d'Indochine et du Vietnam p. 156

C - Les limites de la bipolarisation des relations internationales

La fissuration des blocs. Sous la présidence de Charles de Gaulle, la France qui devient une puissance nucléaire en 1960, prend ses distances vis-à-vis de son allié américain. Elle reconnaît la République populaire de Chine en 1964 et quitte le commandement intégré de l'OTAN en 1966. À l'Est, la Chine affirme elle aussi son indépendance vis-à-vis de son allié soviétique : après la mort de Staline, Mao Zedong critique la politique de l'URSS et finit par rompre avec elle en 1960.

L'affirmation de contestations internes. Aux États-Unis comme en URSS, des mouvements d'opposition se développent dans les années 1960. Le mouvement des droits civiques, les aspirations de la jeunesse (révolution sexuelle, mouvement hippie), les contestations de plus en plus virulentes contre la guerre du Vietnam convergent pour remettre en cause le modèle américain et la société occidentale. À l'Est, la déstalinisation permet l'expression de revendications démocratiques. Mais l'expérience réformatrice tentée en Tchécoslovaquie en 1968 est violemment réprimée par les troupes du pacte de Varsovie.

POINT DE PASSAGE L'année 1968 dans le monde p. 158

Le sens des mots p. 151

La « guerre froide » L'expression est popularisée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann, pour qualifier la situation de forte tension, mais sans affrontement direct, entre les États-Unis et l'URSS. Cette expression désigne aujourd'hui la période 1947-1991, où les relations internationales sont dominées par ces deux superpuissances.

DOSSIER p. 152-153 : L'Europe coupée en deux

La division entre les deux blocs passe au centre de l'Europe. Elle est matérialisée par une frontière hermétique, surnommée le « Rideau de fer » par Winston Churchill dès 1946. Elle devient particulièrement spectaculaire en 1961 à Berlin, quand la ville est coupée en deux par un mur.

Quelles sont les conséquences de la guerre froide en Europe ?

Doc 4 p. 153 : « *Ich bin ein Berliner* »

Il ne manque pas de personnes dans le monde qui ne comprennent pas ou qui prétendent ne pas comprendre quelle est la grande différence entre le monde libre et le monde communiste. Qu'ils viennent à Berlin ! D'autres disent que le communisme est la vague de l'avenir. Qu'ils viennent à Berlin ! Certains enfin, en Europe et ailleurs, disent que nous pouvons travailler avec les communistes. Qu'ils viennent à Berlin ! [...] Notre liberté éprouve certes beaucoup de difficultés et notre démocratie n'est pas parfaite. Cependant, nous n'avons jamais eu besoin, nous, d'ériger un mur pour empêcher notre peuple de s'enfuir. [...] Le Mur fournit la démonstration éclatante de la faillite du système communiste. Cette faillite est visible aux yeux du monde entier. Nous n'éprouvons aucune satisfaction en voyant ce mur, car il constitue à nos yeux, comme l'a dit votre maire, une offense non seulement à l'Histoire mais encore une offense à l'humanité [...].

Ce qui est vrai pour cette ville l'est pour l'Allemagne. [...] Vous vivez assiégés dans un îlot de liberté, mais votre vie fait partie d'un tout. [...] La liberté est indivisible, et quand un homme est réduit en esclavage, aucun autre n'est libre. Quand tous seront

libres, alors nous pourrons attendre le jour où cette ville ne sera plus divisée, le jour où ce pays divisé ne fera plus qu'un, et où ce grand continent qu'est l'Europe vivra dans l'espoir et la paix. Quand ce jour viendra enfin, et il viendra, le peuple de Berlin pourra se féliciter d'avoir tenu bon sur la ligne de front pendant près de deux décennies. Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin, et c'est pourquoi, en homme libre, je suis fier de prononcer ces mots : « *Ich bin ein Berliner.* »

John Fitzgerald Kennedy, Discours prononcé à Berlin le 26 juin 1963.

POINT DE PASSAGE p. 154-155 : 1962 : la crise des missiles de Cuba

Pourquoi le monde a-t-il frôlé la guerre nucléaire en 1962 ?

Doc 2 p. 154 : Protéger Cuba

En installant nos fusées à Cuba, nous n'avions pas la moindre envie de déclencher une guerre. Notre principal objectif, au contraire, était de dissuader l'Amérique de le faire elle-même. Nous étions parfaitement conscients du fait qu'un tel conflit ne pourrait se limiter à Cuba mais se transformerait vite en guerre mondiale. Seul un idiot pourrait croire que nous avons l'intention d'envahir le continent américain à partir de Cuba. Nous voulions exactement le contraire : empêcher les Américains d'envahir Cuba [...].

Quand les Américains eurent deviné ce que nous étions en train de faire à Cuba, ils lancèrent une vaste campagne de presse, proclamant que nous menacions la sécurité des États-Unis et autres accusations de ce genre. L'hostilité montait et la presse américaine versait de l'huile sur le feu. [...] Et les Américains se mirent à faire agressivement étalage de leur puissance. [...] Une note fut envoyée aux Américains dans laquelle nous nous déclarions prêts à évacuer les fusées et les bombardiers si le président nous donnait l'assurance que Cuba ne ferait l'objet d'aucune invasion de la part des États-Unis ou de tout autre pays. Finalement Kennedy céda.

Nikita Khrouchtchev, Souvenirs, trad. par P. Chwat, P. Girard et R. Olcina,
Robert Laffont, 1971.

Doc 4 p. 155 : Le *statu quo* nucléaire en danger

Durant plusieurs années, l'Union soviétique, de même que les États-Unis [...] ont installé leurs armements nucléaires stratégiques avec grand soin, de façon à ne jamais mettre en danger le statu quo précaire qui garantissait que ces armements ne seraient pas utilisés autrement qu'en cas de provocation mettant notre vie en jeu. [...] Il n'empêche que les citoyens américains se sont habitués à vivre quotidiennement sous la menace des missiles soviétiques installés sur le territoire de l'URSS ou bien embarqués à bord de sous-marins. Dans ce contexte, les armes qui sont à Cuba ne font qu'aggraver un danger évident et actuel – bien qu'il faille prendre note du fait que les nations d'Amérique latine n'ont jamais jusqu'à présent été soumises à une menace nucléaire en puissance.

Mais cette implantation secrète, rapide et extraordinaire de missiles communistes dans une région bien connue comme ayant un lien particulier et historique avec les États-Unis et les pays de l'hémisphère occidental, en violation des assurances soviétiques et au mépris de la politique américaine et de celle de l'hémisphère – cette décision soudaine et clandestine d'implanter pour la première fois des armes stratégiques hors du sol soviétique – constitue une modification délibérément provocatrice et injustifiée du statu quo, qui ne peut être acceptée par notre pays si nous voulons que notre courage et nos engagements soient reconnus comme valables par nos amis comme par nos ennemis. [...]

Nous ne risquerons pas prématurément ou sans nécessité le coût d'une guerre nucléaire mondiale dans laquelle même les fruits de la victoire n'auraient dans notre bouche qu'un goût de cendre, mais nous ne nous déroberons pas devant ce risque, à

quelque moment que nous ayons à y faire face.

John Fitzgerald Kennedy, Déclaration télévisée du 22 octobre 1962.

POINT DE PASSAGE p. 156-157 : Les guerres d'Indochine et du Vietnam

Comment passe-t-on d'une guerre de décolonisation à un conflit de la guerre froide ?

Doc 2 p. 156 : L'indépendance du Vietnam

Tout le peuple du Vietnam, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des colonialistes français.

Nous sommes convaincus que les Alliés, qui ont reconnu les principes de l'égalité des peuples aux conférences de Téhéran et de San Francisco, ne peuvent pas ne pas reconnaître l'indépendance du Vietnam.

Un peuple qui s'est obstinément opposé à la domination française pendant plus de quatre-vingts ans, un peuple qui, durant ces dernières années, s'est résolument rangé du côté des Alliés pour lutter contre le fascisme, ce peuple a le droit d'être libre, ce peuple a le droit d'être indépendant.

Pour ces raisons, nous, membres du gouvernement provisoire de la République démocratique du Vietnam, proclamons solennellement au monde entier : le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant et, en fait, est devenu un pays libre et indépendant.

Communiqué d'Hô Chi Minh, le 2 septembre 1945.

POINT DE PASSAGE p. 158-159 : L'année 1968 dans le monde

Pourquoi les mouvements qui éclatent en 1968 ébranlent-ils l'ordre mondial ?

Doc 2 p. 158 : « Un mouvement de grand vent »

Les événements français de 1968 ne peuvent que se lire au prisme du monde où ils s'arriment. La dimension internationale n'est pas seulement un contexte ; c'est un enjeu pour nombre d'acteurs soucieux de s'insurger dans un mouvement de grand vent où les frontières indiffèrent. Le 68 français ne se comprendrait pas sans la matrice internationale des mois qui le précèdent. Certes, tous les protagonistes n'ont pas cette sensibilité au dépassement d'un cadre national jugé trop étiqué. Les étudiants sont les plus déterminés à cette imprégnation par les circulations et les transferts hors frontières : le temps disponible, la possibilité de voyager et les bouleversements qui touchent partout les universités les avantagent en la matière. Il en va de même pour les organisations qui se réclament d'un projet révolutionnaire et se réfèrent par tradition à l'internationalisme. [...] Très vite, des déclarations de soutien arrivent du monde entier, tandis que, dans les universités occupées, des commissions et exposés sont proposés sur la situation de nombreux pays, de la Chine à Cuba, du Japon aux États-Unis, de l'Allemagne à l'Italie. Les expériences circulent, se relatent et s'influencent, au plus près d'un internationalisme concret.

Ludivine Bantigny, 1968. De grands soirs en petits matins, Seuil, 2018.

Cours 2. La décolonisation et l'émergence du tiers-monde (p.160 - 161)

L'un des rares points d'accord entre les deux superpuissances est de favoriser la décolonisation. Celle-ci permet l'affirmation de nouveaux États et complique l'ordre bipolaire issu de la guerre froide.

A – La décolonisation

Un contexte favorable. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les puissances coloniales européennes sont affaiblies. Les sacrifices consentis par leurs colonies durant le conflit, l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la Charte des Nations unies, l'anticolonialisme affiché des États-Unis et de l'URSS favorisent l'émancipation des peuples colonisés.

Un processus souvent pacifique. Les colonies peuvent devenir des États souverains en négociant le retrait de leur métropole. Ainsi l'Empire britannique des Indes se transforme en 1947-1948 en quatre États (Inde, Pakistan, Birmanie, Sri Lanka). Le Royaume-Uni accorde aussi l'indépendance en 1957 à la Malaisie et au Ghana ; la France à la Tunisie et au Maroc en 1956 et à 13 colonies d'Afrique subsaharienne en 1960.

Une décolonisation parfois conflictuelle. Mais les métropoles peuvent néanmoins refuser la décolonisation et l'abandon de territoires considérés comme stratégiques. Les Pays-Bas mènent une guerre en Indonésie de 1945 à 1949. La France refuse l'indépendance de l'Indochine, puis de l'Algérie et s'engage alors dans deux conflits meurtriers de 1946 à 1954, puis de 1954 à 1962. Le Portugal ne renonce pas à ses

colonies africaines qu'en 1975, après plusieurs années de guerre (Mozambique, Angola).

POINT DE PASSAGE Les guerres d'Indochine et du Vietnam, p. 156

B - L'émergence du tiers-monde et la construction de nouveaux États

Des États fragiles. Les États issus de la décolonisation sont confrontés à des problèmes communs. Souvent, les partis politiques qui ont permis l'accession à l'indépendance des nouveaux États accaparent le pouvoir et mettent en place des dictatures. Le poids du passé colonial, qui a structuré des sociétés inégalitaires, le manque de personnels politiques bien formés, la corruption minent l'autorité de l'État. Tous ces pays rencontrent par ailleurs des difficultés économiques et sociales qui freinent leur développement.

Des revendications communes. Dans le contexte de la guerre froide, les nouveaux États sont courtisés par les deux superpuissances. Certains s'engagent sur la voie du socialisme, d'autres se placent sous la protection des États-Unis. Dès 1955 néanmoins, les pays regroupés lors de la conférence de Bandung affirment leur volonté de traiter d'égal à égal avec les grandes puissances. Un mouvement des non-alignés souhaite faire émerger un tiers-monde indépendant des rivalités Est-Ouest.

C - Le Proche et le Moyen-Orient : un foyer de tensions internationales

Un espace convoité par les superpuissances. La Seconde Guerre mondiale et la décolonisation ont marginalisé la France et le Royaume-Uni au Proche et au Moyen-Orient. Les États-Unis et l'URSS tentent d'imposer leur influence sur cette région riche en hydrocarbures et où le canal de Suez met en communication la Méditerranée et

l'océan Indien. Certains pays comme la Syrie et l'Égypte se rapprochent de Moscou. Mais les États-Unis sont mieux implantés dans la région, avec comme alliés majeurs Israël, l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Iran.

Les guerres israélo-arabes. La naissance d'Israël a bouleversé la région. L'État hébreu est confronté à l'hostilité des pays arabes voisins. En 1956, la crise de Suez est considérée comme la deuxième guerre israélo-arabe, parce qu'Israël, allié aux forces franco-britanniques, attaque l'Égypte. La troisième guerre est celle des Six-Jours en 1967, où Israël agrandit son territoire aux dépens de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie. La quatrième guerre est celle du Kippour, en 1973. Attaqué pendant la fête religieuse de Kippour, Israël parvient finalement à vaincre les troupes égyptiennes et syriennes.

L'émergence de la question palestinienne. La Nakba a entraîné l'installation de centaines de milliers de Palestiniens dans les pays arabes voisins, déstabilisant parfois les équilibres internes à ceux-ci. Cet exil se poursuit en 1967 après la guerre des Six-Jours alors qu'Israël occupe de nouveaux territoires. Le sort des réfugiés entretient un fort sentiment anti-israélien dans les pays arabes et dans l'opinion internationale. Le nationalisme palestinien se renforce avec la création de l'OLP en 1964, qui mène désormais la lutte contre Israël. Le terrorisme fait partie de ses moyens d'action : des commandos palestiniens détournent des avions en 1968 et assassinent les athlètes israéliens lors des Jeux olympiques à Munich en 1972.

Vocabulaire p. 160

Décolonisation : passage pour un territoire du statut de colonie à celui d'État souverain.

Mouvement des non-alignés : organisation créée en 1961 et regroupant les pays qui refusent de s'aligner sur un bloc. Ses premiers dirigeants sont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde) et Josip Broz Tito (Yougoslavie).

Nakba : le terme, qui signifie « catastrophe » en arabe, fait référence à la fuite des Palestiniens des territoires contrôlés par Israël après la première guerre israélo-arabe en 1948-1949.

OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) : créée en 1964 pour combattre Israël, elle rassemble plusieurs mouvements nationalistes, plus ou moins radicaux. Elle est dirigée à partir de 1968 par Yasser Arafat.

Le sens des mots p. 161

L'expression « tiers-monde » a été créée en 1952 par le géographe français Alfred Sauvy. De même que le tiers état voulait s'affirmer en 1789 face aux deux ordres privilégiés (clergé et noblesse), le tiers-monde veut exister en dehors des deux blocs. Il est cependant difficile de trouver une cohérence géopolitique à cet ensemble, malgré des difficultés économiques et sociales partagées. L'expression a été successivement remplacée par d'autres : pays sous-développés, pays en développement, pays du Sud, PHA.

DOSSIER p. 162 : La conférence de Bandung (1955)

La conférence de Bandung réunit du 18 au 24 avril 1955, en Indonésie, 29 États asiatiques et africains. Le projet a été lancé par les dirigeants de pays récemment décolonisés, comme Jawaharlal Nehru, Premier ministre de l'Inde, et Soekarno, président de l'Indonésie.

Doc 1 p. 162 : Bandung, « capitale de l'Asie et de l'Afrique »

Depuis sept jours nous sommes dans cette belle ville de Bandung, et Bandung a été au cours de cette semaine le point de mire, la capitale, devrais-je dire, de l'Asie et de l'Afrique [...]. Il y a aujourd'hui un autre esprit en Asie. [...] L'Asie n'est plus passive. [...] Il n'y a plus d'Asie soumise, elle est vivante, dynamique. [...] Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent. Nous ne sommes pas des « béni-oui-oui » qui disent « oui » à n'importe quel pays. Nous sommes des grands pays du monde et voulons vivre libres sans recevoir d'ordres de personne.

Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais, [...] à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité. C'est pourquoi nous élevons notre voix contre l'hégémonie et le colonialisme dont beaucoup d'entre nous ont souffert pendant longtemps. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace. Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. Le seul chemin qui mène droit au cœur et à l'âme de l'Asie est celui de la tolérance, de l'amitié et de la coopération. [...]

Je pense qu'il n'y a rien de plus terrible que l'immense tragédie qu'a vécue l'Afrique

depuis quelques siècles, [...] depuis l'époque où des millions d'Africains ont été expédiés comme esclaves en Amérique ou ailleurs. [...] Malheureusement, même aujourd'hui, le drame de l'Afrique est plus grand que celui d'aucun autre continent, tant au point de vue racial que politique. Il appartient à l'Asie d'aider l'Afrique au mieux de ses possibilités, car nous sommes des continents frères.

Jawaharlal Nehru, Discours de clôture de la conférence de Bandung,

24 avril 1955, dans Jawaharlal Nehru, Discours, New Delhi, 1949-196.

DOSSIER p. 163 : La nationalisation du canal de Suez

Après le refus d'un prêt de la Banque mondiale pour financer le barrage d'Assouan, nécessaire au développement de la vallée du Nil, le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, décide en 1956 de nationaliser le canal de Suez. Ce passage stratégique est contrôlé par une société privée franco-britannique. La décision de Nasser provoque la « crise de Suez », qui voit le recul des anciennes puissances coloniales.

Doc 1 p. 163 : « Ce canal est la propriété de l'Égypte »

Aujourd'hui, nous avons l'occasion de poser les bases de la dignité et de la liberté et nous viserons toujours à l'avenir à consolider ces bases et à les rendre encore plus fortes et plus solides. [...] Nous sommes tous là, aujourd'hui, pour mettre une fin absolue à ce sinistre passé et si nous nous tournons vers ce passé, c'est uniquement dans le but de le détruire. Nous ne permettrons pas que le canal de Suez soit un État dans l'État. Aujourd'hui, le canal de Suez, est une société égyptienne, des fonds desquels l'Angleterre a pris 44 % de ses actions. L'Angleterre profite, jusqu'à présent, des bénéfices de ces actions ; le revenu de ce canal en 1955 a été évalué à 35 millions de livres, soit 140 millions de dollars, desquels il nous revient un million de livres, soit 3 millions de dollars. La voici donc la société égyptienne qui a été créée pour l'intérêt de l'Égypte [...]. La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. La Compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux.

Gamal Abdel Nasser, Discours à Alexandrie, le 26 juillet 1956, dans Notes et études documentaires : Écrits et discours du colonel Nasser, 20 août 1956, Paris, La Documentation française.

DOSSIER p. 164 - 165 : La Chine maoïste : l'affirmation d'une puissance internationale

Puissance communiste depuis 1949, alliée de l'URSS, la Chine maoïste rompt avec les Soviétiques en 1960. Elle se tourne progressivement vers les pays du tiers-monde et tente de s'affirmer comme une puissance indépendante dans les relations internationales.

Comment la Chine s'affirme-t-elle comme une puissance à part entière dans les relations internationales ?

Doc 1 p. 164 : La puissance américaine vue par Mao Zedong

Même avec l'aide de l'impérialisme américain, le Guomindang n'a pas pu nous vaincre. Le grand, le puissant ne peut pas gagner, tandis que le petit, le faible finit toujours par l'emporter. À présent, l'impérialisme américain est très puissant, mais cette puissance n'est pas réelle. Il est très faible sur le plan politique, parce qu'il est coupé des larges masses populaires et que tout le monde le déteste, y compris le peuple américain. Il est très puissant en apparence mais n'a rien de redoutable en réalité, c'est un tigre en papier. Vu de l'extérieur, c'est un tigre, mais il est fait en papier et ne peut résister ni au vent ni à la pluie. [...]

L'Histoire tout entière, l'histoire plusieurs fois millénaire de la société de classes de l'humanité, a confirmé cette vérité : le puissant cède la place au faible. Cela s'applique aussi au continent américain. La paix ne pourra s'établir qu'avec l'élimination de l'impérialisme ; et le jour viendra où ce tigre en papier sera détruit. Cependant, il ne disparaîtra pas de lui-même, il faut que le vent et la pluie s'abattent sur lui.

Mao Zedong, « L'impérialisme américain est un tigre en papier (14 juillet 1956) » dans Slavoj Zizek et Alain Badiou, Mao. De la pratique et de la contradiction, Paris, La Fabrique, 2008.

Doc 2 p. 164 : Une critique de l'Union soviétique

Après la mort de Staline, la Chine prend ses distances avec l'URSS. La rupture est consommée en 1960.

Ce ramassis de parfaits bourgeois qu'est la clique de renégats révisionnistes¹ usurpe le pouvoir en URSS, où elle a annulé les conquêtes de la grande révolution socialiste d'octobre et entreprend à l'heure actuelle de restaurer le capitalisme dans tous les domaines. [...] En politique extérieure, cette clique révisionniste suit systématiquement la ligne contre-révolutionnaire et, loin de soutenir le mouvement révolutionnaire des peuples du monde, le trahit et même le réprime : d'une politique de chauvinisme de grande puissance et d'égoïsme nationaliste, elle a évolué vers une politique sociale impérialiste et néocolonialiste menée en collaboration avec l'impérialisme américain avec lequel elle cherche à se partager le monde. [...] Les révisionnistes soviétiques sapent sans sourciller les mouvements révolutionnaires des peuples du monde tout en prétendant accomplir leurs devoirs internationalistes prolétariens². Et c'est sous le couvert de cette profession de foi qu'ils s'infiltrèrent économiquement et militairement dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'est aussi sous ce prétexte qu'ils contrôlent et pillent certains pays d'Europe centrale.

Le Quotidien du peuple, journal officiel du Parti communiste chinois, 9
janvier 1969.

1. Le renégat est celui qui renonce à sa foi. Le révisionniste est celui qui déforme une doctrine (ici, le communisme).

2. Devoir d'assistance des pays communistes à l'égard des mouvements communistes dans le monde.

Doc 4 p. 165 : La Chine communiste au Conseil de sécurité de l'ONU

L'Assemblée générale, [...]

Reconnaissant que les représentants du gouvernement de la République populaire de Chine sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies et que la République populaire de Chine est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Décide le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies, ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent.

Résolution 2758 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le

25 octobre 1971.

Dossier p. 166-167 : Alger, capitale du tiers-monde ?

Ayant arraché son indépendance à la France en 1962, après une longue guerre de décolonisation, l'Algérie soutient les mouvements de libération partout dans le monde. Dirigée de 1965 à 1978 par Houari Boumediene, elle est en première ligne dans les combats du tiers-monde.

Comment l'Algérie indépendante se positionne-t-elle comme un pays leader du tiers-monde ?

Doc 1 p. 166 : La vision géopolitique du président algérien

Les motivations de l'action de l'Algérie en faveur du « tiers-monde » ne sont pas uniquement sentimentales. Son intime conviction que la liberté - comme la paix - est une et indivisible lui commande de soutenir toutes les causes justes, toutes les formes de lutte anti-impérialiste, où qu'elles puissent se manifester. La domination colonialiste et impérialiste dans le « tiers-monde » ne constitue assurément ni un garant de paix ni une source de prospérité. Les pays d'Afrique et d'Asie ne sauraient continuer indéfiniment de servir d'enjeu aux rivalités des grandes puissances, notamment industrielles. La première conférence des peuples afro-asiatiques qui s'est tenue voici dix ans à Bandung a fait ressortir, pour mieux le dénoncer, le lien de cause à effet entre la domination étrangère et la tension politique internationale. [...]

L'indépendance politique ne saurait cependant constituer une fin en soi, car, privée de bases économiques, elle est aussi précaire que vaine. [...] Il est nécessaire pour l'équilibre mondial que disparaisse ce paradoxe du siècle ; les peuples les plus nombreux habitant les territoires les plus vastes et les plus riches en ressources naturelles assument dans la politique internationale et à leur corps défendant le rôle le plus effacé et le plus contesté. Mais le « tiers-monde » pourrait connaître un avenir politique certain s'il savait se ressaisir, analyser ses faiblesses, résorber ses contradictions, en un mot prendre conscience de sa puissance véritable : il pourrait alors cesser d'être un enjeu international pour constituer un faisceau de forces agissantes sur la scène politique mondiale.

Houari Boumediene, « La République algérienne face à ses
responsabilités », *Le Monde Diplomatique*, 1965.

Doc 4 p. 167 : « C'était fou ! »

Elaine Mokhtefi est une journaliste américaine née à New York en 1928 dans une famille juive. Elle s'expatrie en France dans les années 1950, puis en Algérie en 1962. Elle y séjourne douze ans et s'occupe, en lien avec le gouvernement, de l'organisation du Festival panafricain et de l'accueil des mouvements de libération internationaux.

Quatre mille participants ont défilé dans les rues d'Alger le jour de l'ouverture du festival. Ils représentaient 31 pays, 6 mouvements de libération ainsi que la diaspora, y compris celle des États-Unis. Des musiciens et des danseurs se sont produits le long de la rue Didouche Mourad et de la rue Larbi Ben M'hidi, jusqu'à la Casbah, aux sons des tambours, des instruments à vent, des chœurs enthousiastes et éclatants. Des femmes voilées et des jeunes gens excités acclamaient les participants, les applaudissaient et hurlaient des vivats. Beaucoup ont rejoint le défilé dansant, riant, criant sur tout le trajet. C'était fou ! Alger vibrait d'une excitation extraordinaire qui s'est maintenue jour et nuit pendant toute la durée du Pan-Af.

Elaine Mokhtefi, Alger, capitale de la révolution. De Fanon aux Blacks Panthers, La Fabrique, 2019.

Dossier p. 168 - 169 : La guerre des Six-Jours (1967)

En 1967, Israël attaque par surprise l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Se sentant mis en danger par les menaces de l'Égypte et la fermeture du détroit de Tiran dans la mer Rouge, l'État hébreu engage une guerre préventive, justifiant son intervention comme nécessaire à sa survie. En six jours, les armées des pays arabes sont défaites et Israël occupe de nombreux territoires.

Pourquoi la guerre des Six-Jours est-elle un tournant majeur dans l'histoire israélienne et palestinienne ?

Doc 2 p. 168 : La réaction des Nations unies

Le Conseil de sécurité,

Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Proche-Orient,
Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité
d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de
vivre en sécurité. [...]

1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration
d'une paix juste et durable au Proche-Orient qui devrait comprendre l'application des
deux principes suivants :

a. Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent
conflit.

b. Fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, respect et
reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance
politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de
frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence.

2. Affirme d'autre part la nécessité :

a. De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;

b. De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;

c. De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de
la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées.

Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, le 22 novembre 1967.

Doc 4 p. 169 : Le « choc » de 1967 vu par un Palestinien

Saman Khoury, né en 1948, est un journaliste palestinien. Emprisonné plusieurs fois, il milite aujourd'hui pour la paix entre Israéliens et Palestiniens.

Le plus étrange pour nous, Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Jérusalem sous autorité jordanienne, était que nous n'avions pas le droit de dire que nous étions palestiniens. On fit de nous des citoyens jordaniens, et si nous voulions rester palestiniens, la seule catégorie possible était celle de réfugié. Le concept de Palestinien était presque effacé du dictionnaire des régimes arabes. Personne ne voulait de nous en tant que Palestiniens. [...] Pour nous, Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem, les suites de la guerre de 1967 ont été un choc, mais elles nous ont au moins permis de nous revendiquer comme Palestiniens. [...]

Je pensais, durant mon enfance, que ceux qui avaient pris la maison de mes parents, les acteurs de 1948, étaient des monstres. En 1967, je vis ces monstres et je découvris que c'étaient des êtres humains normaux, exactement comme nous. Mais un à deux ans plus tard, leur comportement, qui me privait de mon statut d'être humain singulier, me fit revenir à l'idée de « monstres ». [...] Nous n'étions pas considérés en tant qu'êtres singuliers, mais comme appartenant à une autre espèce, celle des Palestiniens, des Arabes. En fonction de notre apparence, nous étions écartés et catalogués : un jeune homme était plus suspect qu'un vieux, un homme plus qu'une femme. [...] Je n'étais pas encore vraiment impliqué, mais je ressentais que quelque chose n'allait pas, que cette occupation devait cesser ; même les Israéliens, au début, parlaient de rendre tous les territoires, à l'exception de Jérusalem-Est, si les gouvernements arabes négociaient avec eux.

Cité et traduit dans David Chemla, *Bâtisseurs de paix*, Liana Levi, 2005.

SYNTHÈSE p. 170-171 : Une nouvelle donne géopolitique :

bipolarisation et émergence du tiers-monde

Comment s'organisent les relations internationales entre 1949 et le début des années 1970 ?

1 - Un monde divisé par la guerre froide

Les États-Unis et l'URSS défendent des modèles politiques radicalement opposés qui les poussent à s'affronter. Les Américains, qui soutiennent la démocratie libérale, ne veulent pas que les Soviétiques, partisans de la démocratie populaire communiste, étendent leur influence en Europe et en Asie.

Ne pouvant se combattre frontalement du fait de la dissuasion nucléaire, chacun des deux Grands multiplie les alliances pour limiter l'expansion de l'autre. Le monde tend ainsi à se diviser en deux blocs. Leurs relations sont rythmées par une succession de crises : construction du mur de Berlin par les autorités est-allemandes en 1961 ; installation de missiles soviétiques à Cuba en 1962, où la guerre nucléaire est évitée de justesse.

Après 1962, les tensions entre les deux Grands s'apaisent. Cette « Détente » s'explique aussi par le fait qu'ils doivent tous deux régler les tensions internes à leur bloc. L'URSS est confrontée à l'affirmation de la Chine. Les critiques des modèles américain et soviétique se multiplient, comme le montre la vague contestataire de 1968. La Détente n'empêche nullement les deux superpuissances de s'affronter indirectement dans le tiers-monde, comme au Vietnam.

2 - Décolonisation et affirmation du tiers-monde

Un des rares points d'accord entre Soviétiques et Américains est leur commune condamnation de la colonisation. Ce qui explique qu'en une vingtaine d'années, de 1947 (indépendance de l'Inde) à 1975 (indépendances des colonies portugaises), la quasi-totalité des États asiatiques et africains accède à l'indépendance. Cette décolonisation est parfois obtenue par la négociation, parfois au terme d'une lutte armée.

Pour faire entendre leur voix dans un monde bipolarisé, les pays nouvellement indépendants tentent de s'unir. La conférence de Bandung (1955) marque la naissance de ce « tiers-monde » dont les États membres se présentent comme « non-alignés », c'est-à-dire indépendants de Washington comme de Moscou.

Certains conflits échappent à la logique bipolaire, à l'image de l'opposition entre Israël et les Arabes pour le contrôle de la Palestine. Elle donne lieu à quatre guerres entre 1949 et 1973, toutes remportées par Israël qui étend son territoire au détriment de ses voisins.